

CRIS - Centre pour la Réforme des Institutions Suisses

Conférence de presse, Berne, 1^{er} septembre 2005.

Intervention d'Yvette Jaggi, présidente du CRIS

Constat: la Suisse est en panne, de croissance économique et aussi de vie politique. Situation qui provoque un sentiment de **désarroi**, un trouble profond sinon formulé. Une confusion multiple aussi: entre l'essentiel et l'accessoire, entre les valeurs et les événements, entre les idées et les émotions, entre les vrais projets et les simples gestes, entre le dynamisme et la bougeotte. Une actualité chasse l'autre, l'instantanéisme domine, c'est "le sacre du présent" décrit par Zaki Laïdi. Or si tout peut avoir de l'importance, successivement, rien n'a plus d'importance, à aucun moment.

Parmi les **confusions** induites par le désarroi: celle entre les causes et les effets. Exemple: certains voient dans les événements du 10 décembre 2003 l'origine de ces innombrables incohérences dont la Berne fédérale nous offre le triste spectacle. Mais la non réélection de Ruth Metzler et l'entrée de Christoph Blocher au Conseil fédéral ne sont qu'un effet, le résultat intermédiaire d'une évolution commencée bien avant les élections nationales d'il y a bientôt deux ans. Car le climat fédéral avait changé antérieurement, en 2001/2002, sur fond de Swissair et d'Expo.02, rendant possibles les événements politiques de 2003. Lesquels ont sans nul doute fait monter le niveau de confusion mais n'ont pas créé le désarroi; ils l'ont rendu manifeste et général, jusqu'au plus haut niveau, celui d'un Exécutif que par un abandon terminologique révélateur l'on ne surnomme plus les Sept Sages.

A situation compromise, **effets pervers**. Ils sont de deux sortes en l'occurrence. D'une part, l'on dit et fait couramment des choses impensables il y a encore trois ou quatre ans, peu après l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution fédérale, dont la teneur ne serait sans doute pas la même si elle s'écrivait actuellement. Exemple: la résurgence d'interventions s'apparentant à de la censure politico-morale et à des atteintes à la liberté de l'art. D'où une dangereuse **accoutumance à l'incohérence**, aux proclamations contradictoires, à l'absence de mémoire proche. D'autre part, l'on se gargarise de la notion de gouvernance. Après le Nouveau management public, voici la bonne gouvernance. Dans les discours en tout cas, mais qu'en est-il dans les faits? Partout se multiplient des dysfonctionnements et des blocages institutionnels, empêchant des solutions nouvelles, même solidement pragmatiques comme nous les aimons en Suisse. D'où une **pernicieuse distanciation des citoyens** par rapport à des institutions tétanisées, arc-boutées sur la défense des acquis et usages. Cette méfiance croissante est plus grave que le traditionnel "ils font ce qu'ils veulent". En clair, l'Etat de proximité, dont nous étions si fiers, se dissout dans le traitement people et immédiatiste des problèmes et souffre des écarts croissants entre les formes et les réalités – par exemple entre les territoires institutionnels et les espaces du vécu.

Préoccupés par cette situation de **désorientation politique** de la Suisse (autorités et population confondues), des citoyens et des élus -anciens ou actuellement aux affaires - provenant de différents cantons de Suisse occidentale se sont rassemblés il y a une année environ, ont tenu diverses réunions informelles dans lesquelles il a été surtout question de blocages divers, de mécanismes grippés, d'institutions inadéquates et décrédibilisées.

Au fil des rencontres, nous avons compris que la discussion, même passionnée et passionnante, n'était pas une fin en soi, qu'il fallait **passer à l'acte**. Seize d'entre nous ont donc fondé le **CRIS** en mai dernier, modeste association au sens art. 60 ss. CCS, qui fait donc sa première apparition publique aujourd'hui.

Si nous sommes ici, c'est qu'au terme de ses premiers travaux, le CRIS estime que les blocages politiques de la Suisse actuelle ne peuvent plus être dépassés que si le législateur procède à certaines adaptations. En clair, notre pays ne peut plus faire l'économie de **réformes concrètes** de ses institutions. Sans tout bouleverser, surtout pas moins de cinq ans après l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution fédérale, mais en commençant par la tête – par là où le poisson pourrit disent les chinois. En faisant une première intervention d'acupuncture institutionnelle. Et en laissant l'**effet d'exemplarité symbolique** préparer la suite.

Aussi bien, le CRIS a acquis la conviction que le processus de **formation du Conseil fédéral** ne répond plus aux besoins d'orientation du pays. Le mode d'élection des sept membres de l'Exécutif helvétique doit être revu et amélioré sans plus tarder, avec effet au renouvellement général de décembre 2007, selon un planning dont l'ambition donne bien la mesure de l'urgence que cette réforme revêt à nos yeux. Une réforme symbolique certes mais tout à fait concrète, utile et nécessaire comme amorce, parce qu'elle est en amont des autres et qu'elle devrait les entraîner.